

lundi 24 janvier 2011



Journal Ouest-France du **lundi 24 janvier 2011**
Edition : **Pays d'auge** - Rubriques : **Saint-Pierre-sur-Dives**

Collecte des ordures ménagères : vers une redevance incitative

Quatre questions à...

François Buffet, vice-président à



Une phase test de six mois est prévue.

l'environnement de la communauté de communes (CDC).

Il est question d'instaurer une redevance incitative pour les ordures ménagères. Pourquoi ?

Destinée à financer la collecte et le traitement des ordures ménagères, cette solution découle du Grenelle de l'environnement. Celui-ci impose d'impliquer les usagers en les incitant à trier leurs déchets afin de diminuer les tonnages d'ordures de 7 % dans les cinq ans à venir. D'où l'idée de les faire payer selon le tonnage produit. Actuellement le paiement s'effectue par une taxe basée sur le foncier bâti, ce qui signifie que l'on verse la même chose quel que soit le volume produit. Une pré-étude a été faite par Biomasse-Normandie.

Comment allez-vous procéder ?

Nous avons mis en place, en 2007, un équipement par bacs pour chaque foyer. Ces bacs, qui sont de volume différents selon le nombre d'habitants de la maison, seront pourvus de puces pouvant être programmées. Chaque camion benne collectant les ordures disposera d'un compteur enregistrant la levée et le vidage d'un bac. Plus il y aura de levées et plus on paiera. Bien sûr le volume des bacs sera pris en compte. Le paiement comportera aussi une partie forfaitaire pour les charges fixes. Deux précisions : d'une part, on ne prendra plus les sacs déposés à côté des bacs, d'autre part on pourra changer sous huit jours les besoins, en changeant de bac par exemple s'il y a une modification du nombre d'habitants dans une famille.

Et pour les immeubles collectifs ?

On pense résoudre ce cas épineux en forfaitisant. Puisque ces immeubles sont pourvus de bacs de regroupement, le paiement se fera en fonction du nombre d'habitants de l'immeuble.

Quand cela s'appliquera-t-il ?

Une étude finale sera présentée au prochain conseil communautaire. Si les élus l'acceptent nous lanceront, au printemps, une phase test de six mois sur l'ensemble de l'intercommunalité. Si c'est concluant on passera alors de la taxe à la redevance. La gestion sera prise en charge par la CDC. Dernière précision : cette étude, d'un coût de 10 000 €, est financée à 70 % par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Tous droits réservés.

Sauf autorisation, la reproduction, la publication de cette page pour utilisation publique et commerciale sont interdits.

A blue rectangular button with the word "Imprimer" in white text, centered between two horizontal dotted lines.
